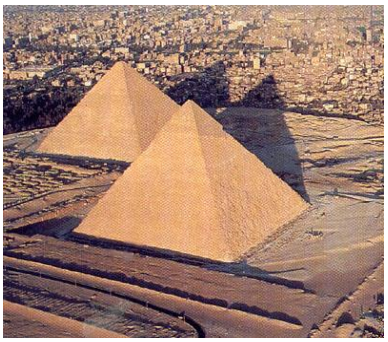
TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE
Publications
des Services économiques



© DG Trésor

# Lettre économique d'Egypte

N° 93 – Février 2019

*Assurément l'actualité bilatérale franco-égyptienne du mois de janvier aura été dominée par la visite en Égypte du Président de la République Emmanuel Macron. Une fois de plus, la France s'affirme comme un partenaire stratégique de l'Egypte. Sur le plan économique cette visite a lancé le signal d'une nouvelle dynamique dans nos relations avec l'émergence de nouvelles pistes de coopération entre nos deux pays, mais aussi et surtout, pour nos entreprises avec le lancement et l'accélération de projets qui devraient déboucher rapidement sur des investissements ou des contrats. Parmi ces nouvelles pistes de coopération économiques annoncées par le Président de la République, il convient de citer d'une part le souhait de l'Egypte que la France l'accompagne dans le développement de réseaux de transports transafricains, avec l'axe ferroviaire Égypte-Soudan dans un premier temps, et d'autre part de lancer une coopération dans le secteur automobile avec un focus sur l'automobile électrique. Dans ces deux domaines, des champions français sont déjà présents en Égypte : dans le ferroviaire bien sûr où les principaux acteurs français sont déjà présents, mais aussi dans le secteur automobile avec la présence de Valéo et de Schneider Electric sur le volet infrastructures de recharge. Au-delà de ces nouveaux secteurs, nos amis égyptiens ont aussi voulu lancer une coopération dans le domaine du développement des start-up. Enfin, le développement des marchés de gros et de la logistique, qui les accompagne, a donné lieu au financement par le Trésor et l'AFD d'une assistance technique impliquant le MIN de Rungis. On le voit, des pistes diverses et nouvelles s'ouvrent pour intensifier nos relations économiques. Au-delà de ces accords, nos entreprises n'ont pas été en reste avec une trentaine d'accords de partenariats et lettres d'intention signés, ouvrant la voie à de nouveaux courants d'affaires. Tous mériteraient d'être cités, tant chacun d'eux témoigne du dynamisme de nos entreprises. Tous marquent la volonté de diversifier notre relation économique et de s'engager dans de nouveaux secteurs porteurs d'avenir et d'innovation : la ville durable, l'énergie renouvelable, la ville connectée, l'économie digitale, les transports, l'agroalimentaire, la santé, etc… Un grand merci à nos entreprises qui ont su se mobiliser pour être présentes à ce grand rendez-vous !*

*Les rencontres économiques, auxquelles la Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, Mme Agnès Pannier Runacher, a participé, ont été l'occasion aussi de casser un mythe : celui des investissements français en Egypte. Trop souvent les entretiens commencent par la question fatidique de rigueur : « mais pourquoi les investisseurs français ne viennent pas en Egypte ? ». Nous avons voulu apporter une réponse définitive à cette question : les investissements français n'ont jamais quitté l'Égypte, et, mieux, durant ces trois dernières années, ce sont près de 2 milliards d'Euros qui ont été investis en Egypte par les entreprises françaises. Ainsi, un film récapitulant une vingtaine d'investissements significatifs de ces trois dernières années, réalisé avec l'aide d'Orange que je remercie, a été diffusé et est désormais en ligne sur le site web de l'ambassade !*

*Cette Lettre est aussi l'occasion de dire au revoir et merci à Tarek Gharib, notre VIA, qui nous quitte.*

***Jérôme Baconin***
*Chef du Service Economique*

[AU SOMMAIRE]

1. Bilan économique de la visite du Président de la République, M. Emmanuel Macron en Egypte
2. Entretien de Mme Agnès Pannier-Runacher avec le ministre des finances Mohamed Maait et visite du site de Valéo
3. Visite présidentielle : les PME/ETI mobilisées !
4. Brèves et indicateurs économiques

## Relations bilatérales

**Jérôme Baconin**

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

# Bilan économique de la visite du Président de la République, M. Emmanuel Macron en Egypte

**Quatre accords économiques ont été signés en présence des deux présidents le 28 janvier**. Ce sont d'abord trois accords avec l'AFD qui ont été signés : **deux conventions AFD** pour un **prêt d'aide budgétaire sectorielle de 60 M EUR pour la protection sociale**, et pour un **prêt de 50 M EUR en faveur de l'entreprenariat des femmes**, et surtout **le cadre opérationnel de l'AFD pour la période 2019-2023 devant mobiliser jusqu'à un milliard d'euros** signé entre le directeur général de l'AFD Rémy Rioux et la ministre des investissements et de la coopération internationale. En outre une lettre d'intention a été signée par Vinci pour la construction de la phase 4C de la ligne 3 du métro du Caire.

**La Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances Mme Agnès Pannier Runacher a participé aux Rencontres Economiques en présence de 9 ministres égyptiens** : électricité et énergies renouvelables, approvisionnement et marché intérieur, santé et population, solidarité sociale, communications et technologies de l'information, industrie et commerce, transports, enseignement supérieur et recherche scientifique, et investissements et coopération internationale, ainsi que du président de la Zone économique du canal de Suez, du Directeur Général de la Capitale Administrative pour le Développement Urbain (ACUD), le ministère de la défense étant par ailleurs aussi représenté. **Lors de cette manifestation ont été signés 33 accords économiques**. Outre trois accords intergouvernementaux et une convention AFD, ces accords ont impliqué des entreprises de tous secteurs (santé, énergie, services financiers, numérique, environnement, agroalimentaire, télécommunication, transport, cosmétique, automobile) et de toutes tailles (groupes, PME, ETI): AXA, Cerway, Crédit Agricole, Ecoslops, EDF, Efinor, Edison, Engie, Famoco, Idemia, Coopérative Isigny Sainte-Mère, L'Oréal, MND, Orange, RATP Dev, Saint-Gobain, Sanofi, Schneider Electric, Groupe SEB, Semmaris, SNCF, Téléperformance, Valéo.

**Cette diversité des secteurs représentés et le nombre des accords conclus, avec une forte présence médiatique, avait pour objectif d'une part de démontrer que la diversité de la présence économique française en Egypte, et d'autre part de montrer le dynamisme de nos entreprises ainsi que leur intégration dans le tissu social local**. Ces accords voulaient aussi marquer le point de départ de nouvelles potentialités d'affaires pour nos entreprises.

C'est le sens des quatre messages du discours d'ouverture prononcé par la secrétaire d'Etat :

- combattre les idées reçues sur le niveau des investissements français en Egypte (un court film présentant 18 des principaux investissements d'entreprises françaises depuis 3 ans pour près de 2 mds EUR a été présenté à l'issue du discours) ;
- montrer la diversité de la présence économique française ;
- insister sur l'importance de l'innovation et de la recherche-développement dans l'activité des entreprises françaises en Egypte ;
- promouvoir les politiques de RSE de nos entreprises et leur insertion dans l'environnement social égyptien.

**Trois accords intergouvernementaux ont été signés par la secrétaire d'Etat à cette occasion** :

- Dans le **domaine du transport ferroviaire** : le financement par la France d'un audit de sécurité de deux lignes de chemin de fer réalisé par la SNCF, dont les résultats pourraient déboucher sur des projets de rénovation et d'amélioration de la sécurité des lignes concernées, dont les entreprises du secteur des transports, déjà présentes sur le métro, pourraient bénéficier. Une lettre d'intention parallèle a été signée par le président de la SNCF, M. Pépy.

- Dans celui de la **logistique** : le financement par la France d'un programme de coopération de la société gestionnaire du MIN de Rungis, la Semmaris, pour développer en Égypte les marchés de gros. Une lettre d'intention parallèle a été signée par le président de la SEMMARIS, M. Layani, avec le vice-ministre de l'approvisionnement et du commerce intérieur.

- Une déclaration d'intention de **coopération dans le domaine des start-up** signée avec le Ministère des Communications et des Technologies de l'Information.

Ces trois accords s'inscrivent dans la volonté de diversifier le soutien que la France peut apporter à l'Egypte dans le domaine économique tout en investissant des secteurs nouveaux à fort potentiels pour nos entreprises.

Dans ce même esprit, plusieurs accords impliquant des entreprises avec des partenaires égyptiens publics ou privés ont été signés, constituant autant d'amorçages de courants d'affaires potentiels, dans le cadre notamment du club ville durable, du groupe santé ou des missions sectorielles du MEDEF (numérique et santé en 2018). Ainsi, dans le secteur de la **ville connectée** on peut citer l'accord signé entre Schneider Electric et le promoteur immobilier Tatweer Misr pour le développement de compounds connectés. Dans celui de l'**énergie**, la

lettre d'intention signée entre EDF et la société de projet de la Nouvelle capitale pour engager une négociation pour gérer et opérer le réseau de distribution électrique de la Nouvelle capitale ou l'accord signé entre le fonds Al Ahly Capital et EDF pour la création et le financement d'une société de services énergétiques en vue de réaliser et financer des projets d'efficacité énergétique. Le secteur de la **santé**, priorité de l'Egypte, a vu Sanofi conclure plusieurs protocoles d'accords : l'un ouvrant les discussions de coopération sur les vaccins (Sanofi-Pasteur), l'autre portant sur une coopération dans les domaines de l'oncologie et des soins d'urgence. **L'économie digitale** a vu IDEMIA (identité numérique) et Famoco (sécurisation des paiements) conclure plusieurs accords, suite directe de la mission MEDEF numérique. Dans **l'habitat durable**, Cerway a pu signer un accord avec l'assureur public Misr Insurance pour soutenir la coopération bilatérale dans le but de renforcer les considérations environnementales dans les projets de rénovation des bâtiments du centre-ville du Caire reconnus patrimoine historique. Enfin, le secteur de la **protection de l'environnement** a vu la PME Efinor entrer en négociation directe avec l'Autorité du canal de Suez pour la vente de bateaux dépollueurs.

**De même, plusieurs investissements ont pu être annoncés à cette occasion** : **AXA** a annoncé un investissement de l'équivalent de **50 M EUR dans le secteur de la santé**. **ENGIE** a pu confirmer la **mise en place de la seconde phase de son projet de parc éolien devant générer un investissement de 400 M EUR**. **ECOSLOPS** a pu formaliser avec la zone économique du Canal de Suez la première phase de son projet d'investissement de **collecte et recyclage des résidus de carburants de navires pour un montant cible final de 50 M EUR**, de même qu'**Orange** a pu lancer plusieurs opérations d'investissements (transfert d'un centre d'appel à Assiout, production d'électricité pour ses besoins propres) et que le groupe **SEB** a pu officialiser sa fusion avec son partenaire local devant générer **30 M EUR d'investissements pour augmenter ses capacités de production**. Quelques jours auparavant, **Lactalis** avait conclu un **investissement de 50 M EUR pour renforcer ses capacités de production en Egypte**, et **Bolloré Port était sur le point de conclure un accord pour opérer un terminal Roro à East Port Saïd**.

Enfin **l'ancrage dans le tissu social et le soutien à l'innovation a fait l'objet de deux séries d'accords**. Les uns s'inscrivant dans la politique de RSE des entreprises avec le ministère de la solidarité sociale : Crédit Agricole et Orange (inclusion financière), Schneider Electric (production d'électricité pour des villages reculés), L'Oréal (formation et promotion du travail des femmes), tandis que d'autres avec le ministère des communications et des technologies de l'information et celui de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique visaient au renforcement des capacités et des compétences et à la promotion de la recherche (Valéo, Téléperformance).

**Le Président de la République s'est engagé à l'égard de son homologue à soutenir l'Egypte dans deux de ses priorités : les liaisons transrégionales et le secteur automobile**.

Retour sommaire

## Relations bilatérales

**Jérôme Baconin**

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

# Entretien de Mme Agnès Pannier-Runacher avec le ministre des finances Mohamed Maait et visite du site de Valéo à Smart Village

En marge de la visite du Président de la République en Egypte, **la Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, Mme Agnès Pannier-Runacher a eu le mardi 29 janvier un entretien bilatéral avec le ministre des finances M. Mohamed Maait**, qui a porté sur **l'avenir du programme FMI** à son terme et les **problèmes rencontrés par les entreprises françaises en matière douanière et fiscale**. La Secrétaire d'Etat a invité le ministre à participer à la conférence de haut niveau consacrée à la dette organisée par le Forum de Paris et le Club de Paris le 7 mai.

En outre **la Secrétaire d'Etat s'est rendue avec le Ministre de l'industrie et du commerce, M. Amr Nassar, sur le site de Recherche-développement de Valéo**. Cette visite a permis de valoriser un investissement français important dans le domaine à la fois de l'innovation et de l'automobile, secteur dont l'Egypte fait une priorité.

**Valéo est installé depuis 2005 en Egypte**. Il y a développé son principal centre de recherche-développement en software hors d'Europe, qui y emploie aujourd'hui **1800 ingénieurs-informaticiens avec un objectif de 3400 d'ici 2021**. Valéo y travaille à la fois sur les solutions software embarquées, mais aussi sur la voiture autonome. Cette visite conjointe avec le ministre de l'industrie et du commerce avait à la fois pour objectif de montrer une des principales réussites françaises en Egypte dans le domaine de l'innovation et de la recherche-développement, avec **un investissement cumulé depuis son arrivée en Egypte de plus de 250 M EUR**, mais aussi une présence française dans le secteur automobile. Alors que l'Egypte cherche à attirer des constructeurs automobiles et à devenir un futur hub automobile dans la région, à l'instar du Maroc souvent cité en exemple, il paraissait important de montrer que le secteur automobile ne pouvait pas être réduit à la seule présence des constructeurs, mais que celle des équipementiers, et de la recherche et innovation était au moins aussi importante en termes de création d'emplois et surtout de valeur ajoutée.

**On relèvera que Valéo, durant la visite présidentielle, a signé deux accords** : l'un avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour apporter **son soutien à la recherche académique dans le secteur de l'électronique automobile et de la conduite automatisée**, et l'autre avec l'Agence de développement de l'industrie des technologies de l'information (ITIDA) pour **développer les compétences, créer de l'emploi et favoriser l'innovation en utilisant l'intelligence artificielle et la digitalisation des systèmes électroniques de l'industrie automobile**.

Retour sommaire

## Relations bilatérales

**Ludovic Prevost**

ludovic.prevost@businessfrance.fr

# Visite présidentielle : les PME/ETI mobilisées !

Dans le cadre de la visite du Président de la République Française, M. Emmanuel Macron en Egypte du 27 au 29 janvier, **Business France**, l'agence publique en charge du développement international des entreprises françaises et de leurs exportations, **a organisé pour 13 PME /ETI de croissance un programme de prospection du marché égyptien**. Plusieurs secteurs d'activité étaient représentés à l'instar du secteur de la **santé**, des **nouvelles technologies**, de l'**éclairage**, de la **construction navale** etc.

**Après une rencontre avec Mme Agnès Pannier-Runacher**, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances, **les entreprises composant la délégation ont bénéficié de programmes de rendez-vous personnalisés qui les ont amenés à rencontrer de potentiels partenaires et clients égyptiens**. Cette mission a d'ailleurs été l'occasion pour la société Isigny Sainte-Mère de finaliser un contrat de distribution. **Toutes les entreprises ont enfin pu participer au dîner d'Etat donné en l'honneur de la visite du Président Macron**.

**Cette mission s'inscrit dans une démarche plus large portée par Business France et les autres services de l'Ambassade visant à faire découvrir les opportunités que recèle le marché égyptien pour nos entreprises**.

Les entreprises françaises sont les bienvenues en Egypte et **il existe une véritable attente vis-à-vis des acteurs français de la part des égyptiens**. Il faut prospecter activement le marché égyptien, c'est le moment rêvé ! **Les opportunités sont nombreuses et couvrent un large spectre de secteurs**. J'invite les entreprises françaises à venir les saisir avant que d'autres ne le fassent !

Retour sommaire

## Brèves et indicateurs

**Tarek Gharib**

tarek.gharib@dgtresor.gouv.fr

# Brèves économiques

- D'après les prévisions établies par Deutsche Bank, la croissance en volume du PIB passerait de 5,8% au cours de l'année fiscale 2018/2019 à 6,1% au cours de l'année fiscale 2019/2020. Le déficit public serait ramené de 9% du PIB à 7,8% du PIB et le déficit courant de 2,4% du PIB à 1,7% du PIB dans le même temps. Quant au glissement annuel des prix à la consommation, il passerait de 14,4% à la fin du mois de juin 2018 à 17% à la fin du mois de juin 2019 avant d'être ramené à 9% à la fin du mois de juin 2020.
- Le déficit public a été ramené de 163,6 mds d'EGP (soit 3,7% du PIB) au cours des cinq premiers mois de l'année fiscale 2017/2018 à 162,3 mds d'EGP (soit 3,1% du PIB) au cours des cinq premiers mois de l'année fiscale 2018/2019. Quant au solde primaire, il est passé d'un déficit de 0,3% du PIB à un excédent de 0,3 % du PIB dans le même temps.
- Le montant des intérêts payés au titre de la dette publique (intérieure et extérieure) est passé de 150,7 mds d'EGP (soit 36,3% des dépenses publiques) au cours des cinq premiers mois de l'année fiscale 2017/2018 à 178,3 mds d'EGP (soit 36,8% des dépenses publiques) au cours des cinq premiers mois de l'année fiscale 2018/2019.
- Le montant de la dette domestique est passé de 3124 mds d'EGP (soit 90% du PIB) à la fin du mois de juin 2017 à 3471 mds d'EGP (soit 78,2% du PIB) à la fin du mois de juin 2018.
- Le montant du service de la dette publique (principal + intérêts) est passé d'un peu plus de 261 mds d' EGP (soit 6,1% du PIB) au cours des cinq premiers mois de l'année fiscale 2017/2018 à un peu moins de 266 mds d' EGP ( soit 5,1% du PIB) au cours des cinq premiers mois de l'année fiscale 2018/2019.
- Le *Purchasing Managers'Index* a été ramené de 49,9 au mois de janvier 2018 à 48,5 au mois de janvier 2019.
- Le montant net des avoirs extérieurs de la Banque Centrale (avoirs en or inclus) est passé de 37,02 mds$ à la fin du mois de janvier 2018 à 42,62 mds$ à la fin du mois de janvier 2019.
- Le Ministre des Finances a ramené de 5,8% à 5,6% la prévision de croissance en volume du PIB pour l'année fiscale 2018/2019.
- Le montant des recettes du Canal de Suez est passé de 5,3 mds$ au cours de l'année 2017 à 5,7 mds$ au cours de l'année 2018.
- Le montant des Bons du Trésor détenus par les non-résidents a été ramené de 320 mds d'EGP (soit 28% de l'encours des Bons du Trésor) à la fin de l'année 2017 à 192,3 mds d'EGP (soit 14,8% de l'encours des Bons du Trésor) à la fin de l'année 2018.
- D'après les chiffres publiés par la Banque Centrale, le montant de la dette extérieure est passé de 80,83 mds$ (soit 32,3% du PIB) à la fin du mois de septembre 2017 à 93,13 mds$ (soit 30,7% du PIB) à la fin du mois de septembre 2018.

Retour sommaire

## Brèves et indicateurs

# Indicateurs économiques

| Indicateurs trimestriels | | Juil-Sept 2017 | Oct-Déc 2017 | Jan-Mars 2018 | Avril-Juin 2018 | Juil-Sept 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Taux de croissance réel du PIB (y/y) *aux prix du marché*** | | **5** | **5,3** | **5,4** | **5,4** | **-** |
| **Comptes externes** ***en Mds USD*** | **Solde commercial** | **-8,9** | **-9,8** | **-9,3** | **-9,3** | **-9,9** |
| | *dont hydrocarbures* | *-1* | *-1,2* | *-1,2* | *-0,3* | *-0,7* |
| | **Balance des services** | **2,8** | **2,5** | **2,5** | **3,3** | **4,3** |
| | *Revenus du tourisme* | *2,7* | *2,3* | *2,3* | *2,6* | *3,9* |
| | *Revenus du canal de Suez* | *1,4* | *1,4* | *1,4* | *1,5* | *1,4* |
| | Transferts privés (nets) | 5,8 | 7,1 | 6,4 | 6,8 | 5,9 |
| | **Compte courant** | **-1,6** | **-1,8** | **-1,9** | **-0,6** | **-1,8** |
| | **Compte de capital et financier** | **6,2** | **4,2** | **8,6** | **3** | **1,6** |
| | *dont flux nets d'IDE* | *1,8* | *1,9* | *2,3* | *1,7* | *1,1* |
| | *dont flux nets d'inv. de portefeuille* | *7,5* | *0,5* | *6,9* | *-2,8* | *-3,2* |
| | **Balance des paiements** | **5,1** | **0,5** | **5,4** | **1,8** | **0,3** |
| **Indicateurs mensuels 2018 - 2019** | | **Sept.** | **Oct.** | **Nov.** | **Déc.** | **Jan.** |
| **Inflation (y/y) *en %*** | IPC urbain | 16,0 | 17,5 | 15,7 | 12 | 12,7 |
| | Inflation sous-jacente | 8,6 | 8,9 | 7,9 | 8,3 | 8,6 |
| **Taux d'intérêts (corridor BCE) *en %*** | Taux de rémunération des dépôts | 16,75 | 16,75 | 16,75 | 16,75 | 16,75 |
| | Taux de refinancement | 17,75 | 17,75 | 17,75 | 17,75 | 17,75 |
| **Taux de change** ***moyenne mensuelle, cours médian*** | LE pour 1EUR | 20,85 | 20,58 | 20,36 | 20,38 | 20,41 |
| | LE pour 1USD | 17,90 | 17,91 | 17,91 | 17,92 | 17,88 |
| **Réserves officielles (en Mds USD) *à la fin du mois*** | | 44,4 | 44,5 | 44,5 | 42,6 | 42,6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Notation de la dette souveraine** ***Note, perspective et date*** | **Standard & Poor's** | **B** | stable | 13/05/2018 |
| | **Fitch** | **B** | positive | 16/01/2018 |
| | **Moody's** | **B3** | positive | 28/08/2018 |

Retour sommaire

**Copyright**
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique du Caire (adresser les demandes à jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

**Clause de non-responsabilité**
Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Economique du Caire

Adresse : 10 rue Sri Lanka – Zamalek – Le Caire

Rédigée par : Jérôme Baconin, Tarek Gharib

Revue par : Isabelle Rose

Version du 13/02/2019